

A remettre avec le Dossier d'Admission.

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

Référence Unique du Mandat :

Type de contrat : PRELEVEMENT HEBERGEMENT

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez :

CENTRE GERONTOLOGIQUE DEPARTEMENTAL

à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte,
et vous autorisez votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de
CENTRE GERONTOLOGIQUE DEPARTEMENTAL

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites
dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit
être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte
pour un prélèvement autorisé.

IDENTIFIANT CREANCIER SEPA

FR 48ZZZ587160

DESIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER

Nom -Prénom :

Adresse :

CENTRE GERONTOLOGIQUE DEPARTEMENTAL
176 AVENUE DE MONTOLIVET

Code postal : 13012

Ville : MARSEILLE

Pays : NC

DESIGNATION DU CREANCIER

Nom -Prénom : Régie des recettes

CENTRE GERONTOLOGIQUE DEPARTEMENTAL
176 AVENUE DE MONTOLIVET

Code postal : 13012

Ville : MARSEILLE

RIB : 10071-13000-00002020193-09 TP MARSEILLE

IBAN : FR76 10071130000000202019309

BIC : TRPUFRP1

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

IDENTIFICATION INTERNATIONALE (IBAN)

IDENTIFICATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE (BIC)

TYPE DE PRELEVEMENT : PONCTUEL

Signé à :

Signature :

Le :

Désignation du tiers débiteur pour le compte duquel le paiement est effectué :

NOM DU TIERS DEBITEUR :

Joindre un relevé d'identité bancaire (au format IBAN BIC)

Rappel : En signant ce mandat, j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si ma situation le permet, les prélèvements ordonnés par CENTRE GERONTOLOGIQUE DEPARTEMENTAL.

En cas de litiges sur un prélèvement, je pourrais en faire l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai alors le différend directement avec CENTRE GERONTOLOGIQUE DEPARTEMENTAL.

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.